

Déclaration liminaire au CSAL

La journée du 1er mai a été massive et historique. Avec 2,3 millions de manifestants et manifestantes, c'est un véritable raz-de-marée populaire qui a déferlé. Il s'agit de la plus importante manifestation du 1er mai depuis l'entre-deux tours de 2002 et la mobilisation de masse contre l'extrême-droite. Dans le Tarn, plusieurs manifestations étaient organisées dont la plus importante à Albi, avec le même succès qu'au niveau national. Le refus de la réforme des retraites reste largement majoritaire et l'ampleur de cette journée suffit à démontrer la détermination intacte des opposants à en obtenir l'abrogation.

Chaque déplacement de l'exécutif est désormais l'occasion de rappeler cette opposition au son des casseroles et ce, en dépit de toutes les tentatives pour empêcher la contestation de s'exprimer.

Les agents et agentes des Finances Publiques se sont inscrits dans cette mobilisation. Solidaires Finances Publiques rappelle donc, à travers cette déclaration liminaire, son opposition à cette loi, condamne les conditions de son élaboration et de sa promulgation, et demande son abrogation ou sa non application.

Nous appellerons nos collègues à se joindre à la nouvelle journée d'action commune, de grèves et de manifestations le 6 juin prochain permettant à l'ensemble des travailleurs et travailleuses de se faire entendre des parlementaires. En effet, le 8 juin l'Assemblée Nationale devra examiner une proposition de loi d'abrogation ce qui permettra, pour la première fois, à la représentation nationale de se prononcer par un vote sur la réforme des retraites... sauf utilisation de l'article 40 de la Constitution pour une nouvelle expression du déni de démocratie afin d'échapper au débat.

L'actualité nous ramène aussi vers des préoccupations plus spécifiques à la DGFIP. Il y a quelques jours, notre ministre annonçait un plan anti-fraude, incluant entre autres le « recrutement » de 1 500 agents et agentes pour le contrôle fiscal. Ayant en mémoire les chiffres des suppressions d'emplois contenues dans le projet de COM (Contrat d'Objectifs et de Moyens), à savoir -450 pour 2024, 0 pour 2025, -850 pour 2026 et -850 pour 2027, nous ne pouvons que nous interroger sur cette déclaration. Les premiers échos du CSA ministériel du 11 mai laissent d'ailleurs peu de doutes : il ne s'agira pas de créations d'emplois, mais de transferts. Il y a donc fort à parier que, comme cette année, entre

suppressions et transferts, une direction départementale comme la nôtre paye un lourd tribut.

Pour Solidaires Finances Publiques, alors que nous estimons toujours la fraude et l'évasion fiscales entre 80 et 100 milliards d'euros par an, alors que les inégalités n'ont jamais été aussi grandes entre les entreprises et entre les contribuables, il y a urgence à faire de la lutte contre la fraude et l'évasion fiscales l'une des priorités. Nous exigeons des mesures à la hauteur des enjeux et le renforcement des moyens humains, juridiques et techniques pour nos missions de recherches, et de contrôles de la fraude fiscale, ce que ce nouveau plan est loin d'apporter. Et ce, sans sacrifier les autres services afin de préserver la chaîne de travail dans sa globalité.

Cette annonce de « recrutements » fait également écho à la campagne de communication amorcée par la DGFIP renforcer son attractivité et tenter d'intéresser les jeunes à passer nos concours. Depuis 5 ans, selon vos chiffres, il est observé -31 % d'inscrits pour le concours d'inspecteur externe, -22 % pour le concours de contrôleur externe et -34 % pour le concours d'agent.

Comment s'en étonner ? Nous vous renvoyons une fois de plus vers le baromètre social qui ne cesse de se dégrader : ce ne sont pas nos collègues qui iront conseiller nos carrières. La garantie de l'emploi ne fait pas tout, qui plus est dans un contexte de recul du chômage. La Fonction Publique reste mal vue du grand public, et ce ne sont pas les hommes et femmes politiques qui arrangent les choses. Nous nous souvenons du concours d'annonce de suppressions d'emplois qui a lieu lors de chaque élection présidentielle. Nous avons aussi constaté la relative indifférence de la classe politique et du public face à l'assassinat de notre collègue, Ludovic Montuelle, mort dans l'exercice de ses fonctions. A part notre ministre de tutelle, nous n'avons pas entendu d'expression de soutien venant de Matignon ou de l'Élysée. Nous savons, enfin, que nous pouvons être la cible de la colère de celles et ceux qui veulent exprimer leur détestation de l'État et/ou des politiques menées, comme le montre le récent exemple de l'incendie du Centre des Finances Publiques de Bron.

Alors, la DGFIP peut toujours essayer de vendre du rêve, avec des « chargés de telle ou telle mission », des « spécialistes », plutôt que d'expliquer les concours et leurs potentiels débouchés. Cela ne change rien au fond du problème.

Pour Solidaires Finances Publiques, si on veut **vraiment** rendre attractifs la DGFIP comme l'ensemble des services publics, il est primordial de mettre en œuvre plusieurs mesures urgentes :

- un arrêt immédiat de toutes les suppressions d'emploi et des créations nettes par tout où cela est nécessaire,
- tout d'abord une revalorisation massive des salaires via une augmentation conséquente de la valeur du point d'indice, et de l'indemnitaire,
- des conditions de travail digne de ce nom (mobilier, charge de travail, autonomie...)
- une action sociale développée et proche des besoins des agents,

- des perspectives de carrières avec des volumes de promotions dignes et non au rabais.

Pour finir, nous ne pouvons pas parler d'actualité, de chaîne de travail et de besoins de personnels sans évoquer la campagne déclarative d'impôt sur le revenu. Les usagers ont besoin de nous et ils le montrent en se rendant massivement dans nos accueils. Tout le monde savait que « Gérer Mes Biens Immobiliers » allait amener un afflux important de public et c'est effectivement ce qui se passe. Pouvons-nous répondre à ces sollicitations efficacement ? Pour partie et seulement grâce à la conscience professionnelle des collègues et à leur sens du service public. Mais nous ne sommes clairement pas assez nombreux pour faire face dans de bonnes conditions et pour éviter les tensions à l'accueil. Peut-être s'agit-il là d'usagers qui veulent « en avoir pour leurs impôts » ? (<https://www.economie.gouv.fr/lancement-consultation-en-avoir-pour-mes-impots>) Quel slogan détestable et tellement éloigné des idéaux de solidarité et de justice fiscale qui devraient leur être associés. Alors, rappelons que les Services d'Impôts des Particuliers d'Albi et de Castres ont perdu 2 emplois chacun cette année... Que dire, si ce n'est le ras-le-bol et l'écœurement. Nous aurons certainement l'occasion d'en débattre à nouveau cette année avec les projets de réaménagement des accueils, qui nous permettront de mettre en évidence l'écart entre ce que voudrait la Direction Générale, qui rêve d'une e-administration au « service » d'usagers connectés et autonomes, et la réalité du terrain.